

Projet de Loi de Finances 2025 : le Président du Département du Gers tire la sonnette d'alarme avec ses homologues



Projet de Loi de Finances 2025 : le Président du Département du Gers tire la sonnette d'alarme avec ses homologues

Dans une Tribune publiée dans « Le Monde », plus de 80 Présidentes et Présidents de Conseils départementaux alertent sur l'avenir des Départements et leur modèle de justice sociale et territoriale de proximité.

Philippe Dupouy, Président du Département du Gers, s'associe à ses homologues.

« L'asphyxie des départements se profile avec le projet de budget 2025. Face à un tel péril, nous, Présidentes et Présidents de conseils départementaux, de toutes tendances politiques, demandons solennellement que le gouvernement et le Parlement prennent leurs responsabilités.

[...]

Si rien ne change dans le projet de loi de finances 2025, c'est l'avenir des Départements et leur modèle de justice sociale et territoriale de proximité qui seront fragilisés.

[...]

Au cœur des solidarités, les Départements sont des amortisseurs sociaux et les piliers de cette action publique de proximité qui préserve l'équilibre des territoires. Depuis des décennies, nous pallions les conséquences du retrait et de la dispersion de l'action de l'Etat.

[...]

Nous, Présidentes et Présidents de conseils départementaux, unissons nos voix pour défendre notre modèle et préserver cette solidarité qui fait la force de nos territoires. Le PLF 2025, en l'état, risque de nous asphyxier, et tous les Français seront impactés. Il faut entendre notre appel avant qu'il ne soit trop tard.

[...]

Nous avons désormais devant nous des choix douloureux. Et c'est au gouvernement, c'est à la représentation nationale de les assumer. »

Le Mot du Président

« L'avenir que dessine actuellement le Gouvernement va être terrible pour nos concitoyens. Comme nous avons pu le démontrer lors d'une récente action coup de poing, le Département du Gers sera impacté de 10,25 millions d'euros dans le cadre de ce PLF. Pour faire face à cette situation, notre collectivité aura des choix à faire et des mesures douloureuses à prendre, car chaque option que nous retiendrons aura un impact sur la vie des Gersoises et des Gersois, et ce sera au Gouvernement et aux Parlementaires complices de les assumer. » - Philippe Dupouy, Président du Département du Gers.